

Suivi des crédits aux entreprises à la Guadeloupe au 30 juin 2014

À fin juin 2014, l'encours total des crédits aux entreprises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 4,4 milliards d'euros (+1,3 % sur trois mois). Les concours mobilisés, qui représentent 87,8 % de l'encours total, affichent une croissance de 1,0 %, imputable exclusivement à la hausse des crédits à moyen et long terme (+1,7 %). En parallèle, les crédits mobilisables sont également en augmentation sur trois mois (+3,9 %). Sur un an, l'encours global des crédits croît de 0,3 %, la progression des crédits mobilisés (+0,9 %) étant compensée partiellement par la diminution des crédits mobilisables (-3,8 %).

Les secteurs des activités immobilières, de soutien aux entreprises et du commerce représentent plus des trois quarts des financements (80,0 %). Le secteur de l'immobilier, premier bénéficiaire de l'activité de crédit (40,6 % de l'encours total), est stable sur trois mois (+0,0 %) et en baisse sur un an (-2,0 %). Les encours alloués au secteur des activités de soutien aux entreprises (30,9 % de l'encours total) progressent à un rythme modéré, tant en glissement trimestriel (+0,6 %) qu'annuel (+2,0 %). En revanche, si l'activité de crédit en faveur du commerce (8,5 % de l'encours total) reste bien orientée sur trois mois (+2,4 %), elle est en repli sur un an (-3,4 %).

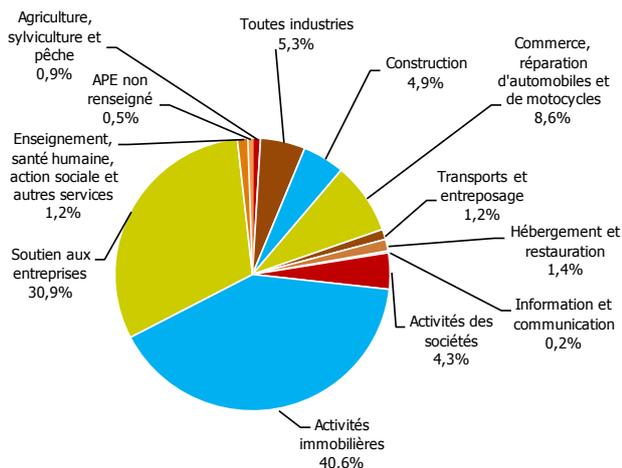
Parmi les autres secteurs financés, les encours alloués dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche affichent une bonne performance sur trois mois (+15,7 % contre -7,1 % à fin mars 2014) et sur un an (+12,6 %), impulsée par une hausse de l'activité dans le secteur primaire au deuxième trimestre 2014. De même, les activités financières et d'assurance enregistrent une augmentation sur trois mois (+13,0 %) et sur douze mois (+1,1 %). Les encours dans le secteur de l'enseignement et de la santé humaine semblent pour leur part montrer des signes de reprise sur le trimestre (+1,2 % contre -5,2 % à fin mars 2014), qui ne se confirment pas sur l'année (-8,1 %).

Hors activités immobilières et de holding, les grandes entreprises (GE) concentrent 54,8 % du total des encours mobilisés, contre 26,9 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) et 18,3 % pour les très petites entreprises (TPE). L'encours des crédits mobilisés des GE poursuit sa progression en rythme trimestriel (+0,7 %) et annuel (+0,8 %). A l'inverse, les encours de crédits des PME et des TPE marquent le pas sur le trimestre (respectivement -1,3 % et -4,8 % contre +22,3 % et +4,5 % à fin mars 2014) et progressent sur un an (respectivement +8,0 % et +1,2 %).

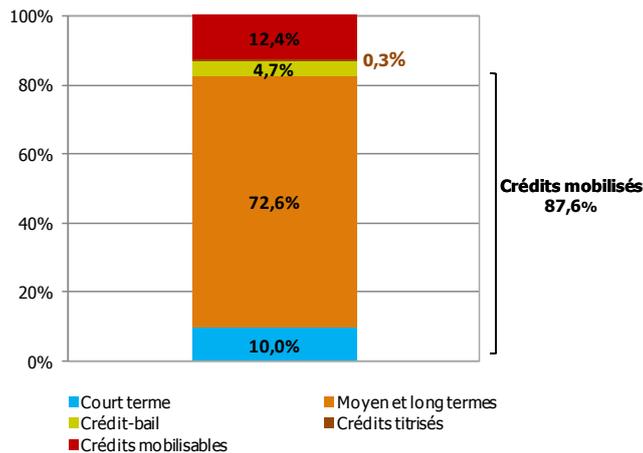
LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Agriculture, sylviculture et pêche	34,7	24,3%	8,6%	6,5	-15,6%	40,6%	41,3	15,7%	12,6%
Toutes industries	188,4	4,4%	11,2%	41,9	19,6%	45,2%	230,3	6,9%	16,1%
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>71,7</i>	<i>1,0%</i>	<i>-9,8%</i>	<i>15,5</i>	<i>16,0%</i>	<i>32,9%</i>	<i>87,2</i>	<i>3,4%</i>	<i>-4,3%</i>
Construction	109,9	2,5%	-2,7%	106,7	3,9%	3,6%	216,6	3,2%	0,3%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	294,8	0,7%	-6,2%	77,4	77,4	9,3%	372,2	2,4%	-3,4%
Transports et entreposage	47,1	-2,9%	4,5%	5,9	21,7%	2,4%	52,9	-0,7%	4,3%
Hébergement et restauration	57,0	1,4%	1,8%	2,8	-9,6%	-32,5%	59,9	0,8%	-0,6%
Information et communication	6,9	-54,4%	31,0%	3,0	205,6%	338,8%	9,9	-38,2%	66,9%
Activités des sociétés	170,2	15,3%	2,3%	17,8	-5,1%	-9,8%	188,0	13,0%	1,1%
Activités immobilières	1 619,2	0,5%	0,2%	159,5	-4,9%	-19,9%	1 778,7	0,0%	-2,0%
Soutien aux entreprises	1 231,2	-0,3%	2,6%	119,7	10,4%	-4,2%	1 350,9	0,6%	2,0%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	50,6	1,4%	-6,9%	3,1	-2,4%	-25,1%	53,6	1,2%	-8,1%
APE non renseigné	23,1	-2,4%	-11,7%	0,6	-35,5%	45,2%	23,8	-3,7%	-10,8%
Total	3 833,2	1,0%	0,9%	545,0	3,9%	-3,8%	4 378,2	1,3%	0,3%

Répartition des crédits par secteur d'activité

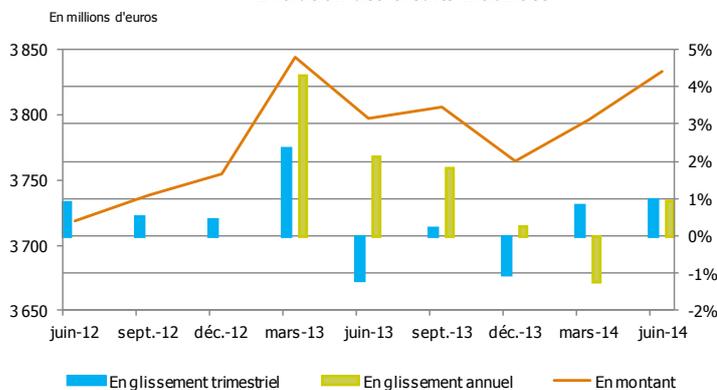


Répartition des crédits par terme

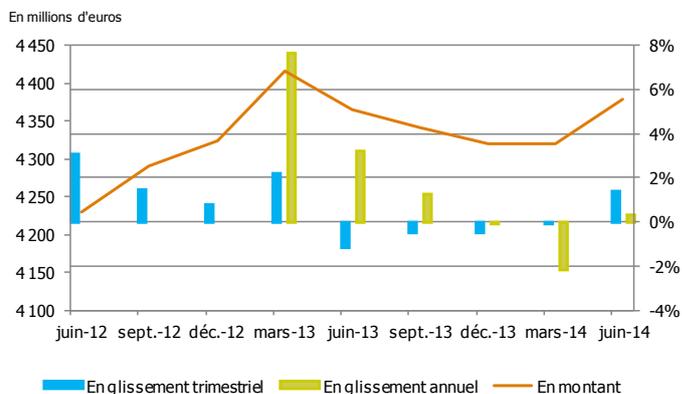


Évolution des crédits mobilisés et des crédits totaux

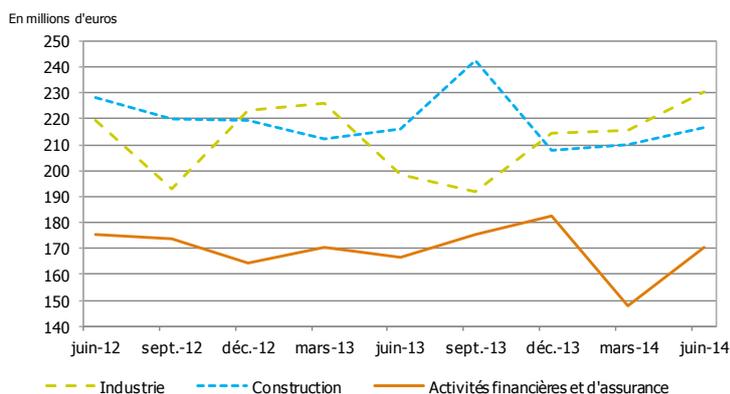
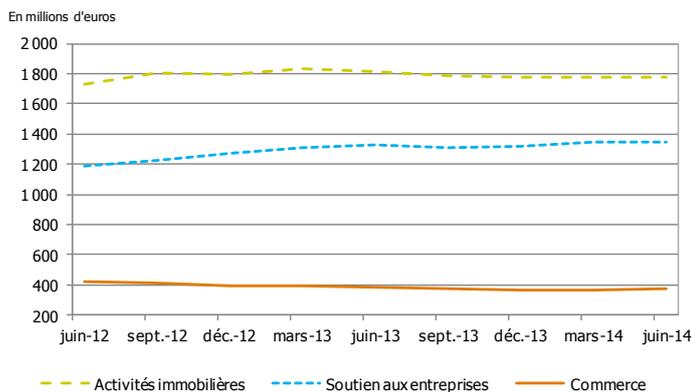
Évolution des crédits mobilisés



Évolution des crédits totaux



Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité

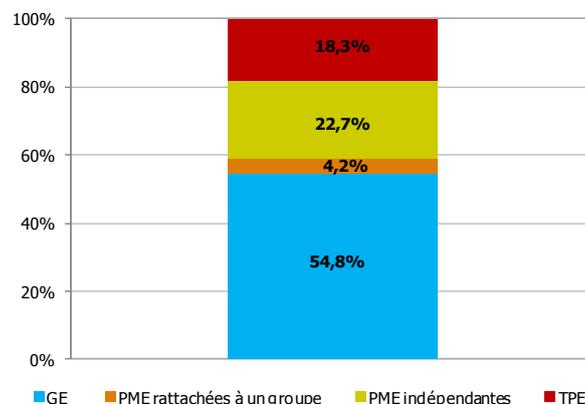
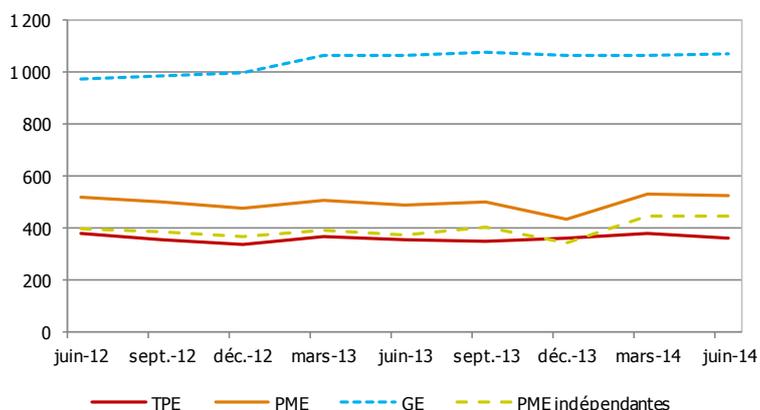


LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

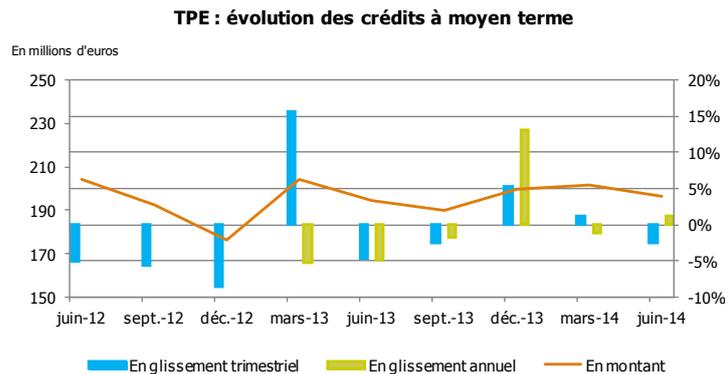
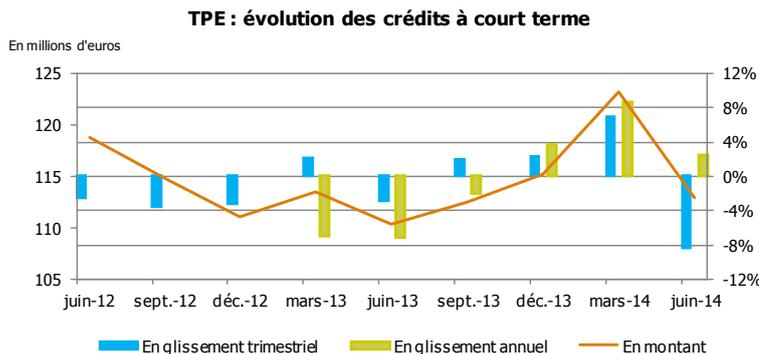
En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 30/06/14	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Crédits CT		41,1	41,1	47,2	54,0	34,4	57,7	65,1	12,7%	37,7%
Crédits MLT		952,9	1 023,5	1 015,2	1 024,2	1 026,4	1 005,4	1 006,2	0,1%	-0,9%
Crédit-bail		0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	-7,7%	190,2%
Divers		1,8	1,7	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	-10,0%	-26,4%
Total GE	19	996,0	1 066,5	1 064,2	1 079,9	1 062,3	1 064,8	1 072,8	0,7%	0,8%
Crédits CT		147,7	151,9	171,8	195,2	132,1	147,3	149,4	1,4%	-13,0%
<i>dont PME indépendantes</i>		92,0	92,2	112,5	148,1	88,1	104,9	108,2	3,2%	-3,8%
Crédits MLT		272,6	295,4	257,1	251,1	251,7	330,8	328,2	-0,8%	27,7%
<i>dont PME indépendantes</i>		259,4	281,7	242,7	235,4	236,3	316,7	314,2	-0,8%	29,5%
Crédit-bail		57,6	60,6	56,7	50,4	51,2	54,5	47,8	-12,2%	-15,7%
<i>dont PME indépendantes</i>		18,1	20,1	21,0	20,5	20,3	22,6	22,1	-2,1%	5,7%
Divers		1,5	1,5	1,1	1,0	0,9	0,4	0,3	-12,0%	-71,4%
Total PME	497	479,4	509,4	486,8	497,8	435,8	533,0	525,8	-1,3%	8,0%
<i>dont PME indépendantes</i>	<i>430</i>	<i>369,5</i>	<i>394,1</i>	<i>376,1</i>	<i>404,0</i>	<i>344,7</i>	<i>444,2</i>	<i>444,5</i>	<i>0,1%</i>	<i>18,2%</i>
Crédits CT		111,1	113,5	110,3	112,5	115,2	123,2	113,0	-8,3%	2,4%
Crédits MLT		176,4	204,0	194,3	189,6	199,6	201,8	196,6	-2,6%	1,2%
Crédit-bail		40,7	46,9	44,5	42,3	41,2	47,4	45,1	-4,8%	1,4%
Divers		6,2	5,6	5,1	4,7	4,2	4,1	3,7	-10,7%	-28,1%
Total TPE	3 273	334,4	369,9	354,2	349,2	360,2	376,5	358,3	-4,8%	1,2%
Holding et administrations d'entreprises	83	174,9	177,4	173,2	165,0	163,1	130,3	148,7	14,1%	-14,1%
Activités immobilières	2 280	1 631,3	1 670,0	1 657,9	1 641,3	1 643,7	1 650,7	1 659,6	0,5%	0,1%
Divers	524	139,0	50,3	61,3	72,2	99,5	40,3	67,9	68,4%	10,8%
TOTAL crédits mobilisés		3 755,0	3 843,5	3 797,6	3 805,3	3 764,8	3 795,7	3 833,2	1,0%	0,9%
Total crédits CT		438,7	441,2	464,9	485,9	410,3	442,7	438,7	-0,9%	-5,6%
Total crédits MLT		3 064,8	3 147,8	3 087,6	3 093,0	3 137,4	3 124,4	3 176,1	1,7%	2,9%
Total crédit-bail		225,8	230,5	223,4	205,9	198,4	212,1	203,4	-4,1%	-9,0%
Total crédits titrisés		25,7	23,9	21,6	20,5	18,7	16,5	15,0	-9,2%	-30,7%
TOTAL crédits mobilisables		567,8	572,5	566,3	536,9	555,8	524,3	545,0	3,9%	-3,8%
TOTAL	6 676	4 322,8	4 416,0	4 363,9	4 342,2	4 320,5	4 320,0	4 378,2	1,3%	0,3%

Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises

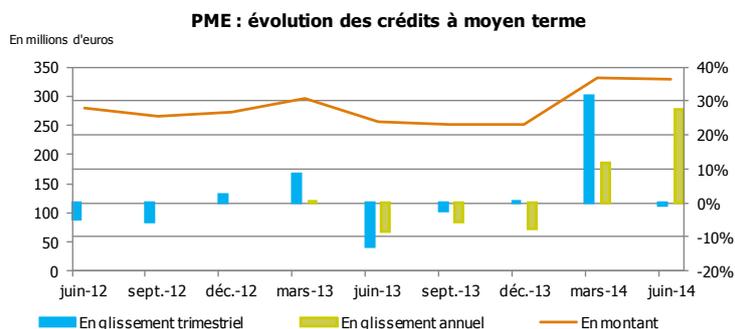
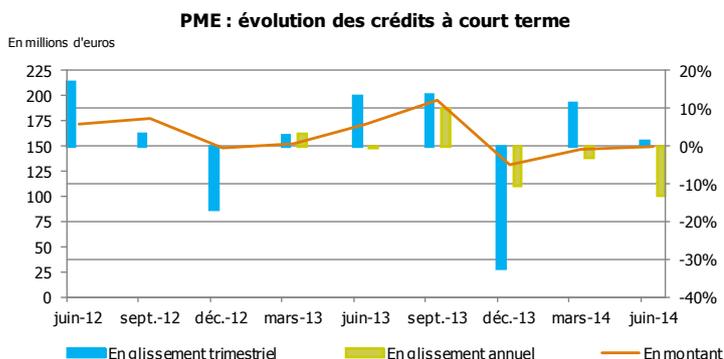
En millions d'euros



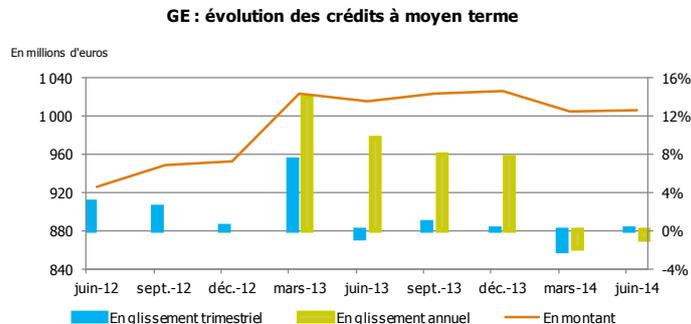
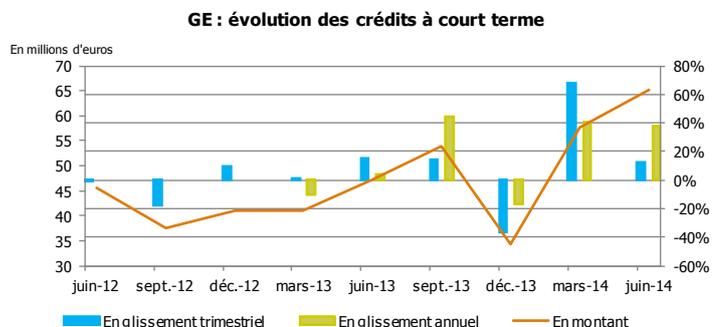
Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme



Évolution des crédits mobilisés des PME par terme



Évolution des crédits mobilisés des GE par terme



MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des risques (SCR) de la Banque de France, dès lors que les concours accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer ou les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dépassent le seuil de 25 000 euros. Les déclarations portent sur les crédits mobilisés (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Les entreprises sont classées en plusieurs catégories (classification figée sur un an) en combinant plusieurs critères :

- les **Grandes entreprises (GE)** : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95^e centile), ou dont le maximum de l'encours de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises (PME)** : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros ;
- les **Très petites entreprises (TPE)** : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Par ailleurs, des regroupements spécifiques sont effectués pour isoler les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières ».

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr